

Énergie : François Bayrou appelé à revoir sa copie



Le gouvernement entend adopter la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) par un décret dont la publication est attendue d'ici le début du mois d'avril, selon Bercy. (Crédits : Stéphane Mahe)

latribune.fr

Plus de 160 sénateurs de la droite et du centre ont demandé mercredi à François Bayrou à « renoncer » à la publication imminente de la future programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Ils fustigent l'absence de « vision globale » derrière cette feuille de route.

Alors qu'elle est en voie de finalisation, la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) ne fait pas l'unanimité. Cette feuille de route du gouvernement doit fixer les ambitions de production et de consommation d'énergie du pays pour les dix prochaines années. Mais plus de 160 sénateurs de la droite et du centre ont enjoint le Premier ministre François Bayrou à « reprendre le travail », selon les termes d'un courrier envoyé mercredi et dont l'AFP a obtenu une copie. Ce, afin de « permettre au Parlement de voter sur le futur mix énergétique » du pays.

Or, telle n'est pas la volonté affichée par le gouvernement. L'exécutif entend en effet adopter la PPE 3 par un décret dont la publication est attendue d'ici le début du mois d'avril, selon Bercy. Une dernière consultation du public, lancée vendredi dernier

par le ministère de l'Énergie, est censée y apporter d'ultimes remarques.

Pour rappel, la trajectoire présentée dans le projet de PPE 3 prévoit de ramener la part des énergies fossiles dans la consommation finale énergétique en France de 58 % en 2023 à 42 % en 2030, puis 30 % en 2035. Dans le même temps, l'électricité augmentera de 27 % à 34 % puis 39 %, et les énergies renouvelables hors électricité (géothermie, biomasse...) de 15 % à 23 % puis 30 %. Des chiffres qui ne sont toutefois pas gravés dans le marbre puisqu'une révision de la PPE 3 aura lieu d'ici 2030 au plus tard.

Propositions « ignorées »

Avant de prendre l'avis des citoyens, le gouvernement a mené une concertation autour de cette PPE 3. Et, selon les sénateurs Vincent Delahaye (centriste) et Stéphane Piednoir (Les Républicains), premiers signataires du courrier, elle « aurait dû faire sensiblement évoluer ce projet mais cela n'a malheureusement pas été le cas », s'inquiètent-ils.